La participation politique comme droit fondamental et socle de la démocratie en République Démocratique du Congo: enjeux et perspectives

Par NKWANDA MUZINGA Simplice* et MUTONWA KALOMBE Jean-Marc P.**

INTRODUCTION

En cette période où le monde vit dans une situation dite de la démocratie libérale, la gestion des affaires publiques n'est plus l'apanage d'une seule catégorie d'individus comme c'était dans les régimes monarchiques, mais nécessite le déploiement de la force nécessaire de tout congolais membre d'une entité politique.

Devant le pays qui souffre et qui reste déchiré, chacun doit maintenant prendre ses responsabilités, si les appétits individuels ne cèdent pas à l'intérêt général, si les dirigeants politiques ne s'emploient pas à faire taire les semeurs de discordes et ne les empêchent pas de nuire, si chacun ne se met pas au travail de suite pour assurer l'activité économique ou la bonne administration du pays, nous connaitrons des jours plus sombres encore que ceux que nous avons connus[1].

Il s'agit de vivre dans un système dans lequel tout citoyen doit se sentir libre d'appartenir à une communauté à travers laquelle chacun doit approuver le sentiment profond pour rendre certaine la bonne marche de celle-ci. Chacun des citoyens doit marquer l'intention de détenir une fraction de responsabilité sur tout acte politique, social et économique posé au sein de sa communauté. Il aura tout intérêt de vérifier les raisons ayant motivé que l'acte soit posé, ainsi que l'opportunité de cet acte. La décision de prendre part à tout acte, rendrait les décideurs politiques de mieux positionner leurs volontés et d'éviter l'inopportune de toute décision qui risquerait de compromettre la rêne du pouvoir qu'ils détiennent.

C'est à ce point de vue que NGOMA-BINDA[2] dit, plus grande est la participation politique du citoyen, plus grandes sont les chances de transparence, de bonne gestion et de progrès de la nation et du monde, une juste politisation est source de richesse et de puissance. Par conséquent, le droit de participation à la conduite des affaires publiques constitue, de la part des citoyens la toute première revendication démocratique.

* Docteur en Droit Canon et Professeur Associé à l'UNILU

** DEA en Droit Public et Chef de Travaux à l'UNILU.

1 Discours du président JOSEPH KASA-VUBU (1960–1965) cité par *Elie PHAMBU NGOMA-BINDA, la participation politique : éthique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie et de la bonne gouvernance,* Kinshasa, éd. IFEP, 2005, p.8.

2 Idem, la participation politique : éthique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie et de la bonne gouvernance, Kinshasa, éd. IFEP, 2005, p.26.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

Au-delà d'être un droit aussi un devoir civique et politique, la participation politique devrait être un costume que se revêtirait tout citoyen du monde et congolais en particulier pour renforcer l'union et l'appartenance à une communauté gérée pour le bien-être de tous.

Ainsi, la participation politique revêt un caractère unificateur, car favorisant la défense des intérêts communs, la population se trouve en train de développer un sentiment unique, celui de vouloir vivre ensemble formant ainsi une communauté, au dit de Fernand Tönnies[3] qui, dans ses observations, les conduit à dire que les groupes au sein desquels les relations sociales sont inspirées par la volonté organique forment les communautés.

Selon Guy Rocher, la communauté est caractérisée par le fait que les personnes qui en sont membres sont unies les unes aux autres par des liens naturels et spontanés et des objectifs communs qui transcendent des intérêts particuliers. Un sentiment d'appartenance à la même collectivité domine la pensée et les actions des personnes, assure la coopération de chaque membre et l'unité ou l'union du groupe.

Nous savons que même si les discours et les actions politiques se sont présentés, à travers les régimes, comme des mouvements de libération, la décolonisation n'a pas abouti à l'instauration de la démocratie[4].

Pour ce fait, ce travail se fixe comme objectif de solidifier les vraies valeurs culturelles et les politiques qui unissent les membres de toute la communauté congolaise qui au départ possèdent une identité qu'ils doivent à tout prix promouvoir et grâce à laquelle se fonde cette communauté.

Comme on le dit souvent que « l'union fait la force, la division renforce l'échec », ceci prouve à suffisance que la grandeur d'une nation dépend d'abord de la capacité d'intégration de ses membres dans leur vécu quotidien, c'est-à-dire des hommes qui vivent au-delà des mentalités limitées : tribalisme, régionalisme, égocentrisme, ethnocentrisme,… bref, des hommes qui mettent à l'avant-plan l'intérêt de toute la communauté congolaise.

Sera ainsi circonscrite la notion même de la participation politique d'abord avant que ne soit examinées celles qui en découlent.

A. DE LA PARTICIPATION POLITIQUE

La politique étant une pratique est animée par les différents éléments de la population au degré différent. La population congolaise diversifiée selon leur identité ethnique, n'a pas le même rôle au sein de l'espace politique, c'est-à-dire ne se donne pas de la même manière à voir comment se déroule les activités politiques de leur entité. L'identité ethnique confère une marge très importante de la fonctionnalité de la politique, celle-ci se regroupe sur base de certaines caractéristiques tribales.

3 *F. TÖNNIES, cité par MULUMBATI NGASHA A, Manuel de sociologie générale*, Lubumbashi, éd. Afica, 1980, p.121.

4 *KABUYA-LUMUNA Sando, La conquête des libertés en Afrique : Essai de sociologie politique*, Kinshasa, éd. SECCO, 1995, pp. 17–18.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

La performance, la technicité, l'expertise ne comptent presque pas dans la gestion des affaires publiques, l'essentiel, c'est d'être de la tribu, de l'ethnie, de la religion pour se voir exercer une fonction importante au sein de la vie politique.

Ce principe nous aide à comprendre différentes fonctions que joue la population congolaise face à la gestion de biens publics. La bonne gestion des affaires publiques requiert les efforts consentis par l'ensemble des membres d'une même entité politique. Ils ne doivent pas se comporter en « homo lupus » mais en animal politique et civique.

MULUMBATI NGASHA Adrien[5] dans son livre sociologie politique considère « la participation politique comme l'action par laquelle les membres d'une entité politique, individuellement ou collectivement, influent sur l'organisation et le fonctionnement de sa vie politique ». Dans ses analyses, l'auteur pense que la participation politique est l'expression de l'intérêt qu'ils portent sur le gouvernement de leur entité politique, de leur attachement et de leur identification à leur entité politique.

MWAYILA TSHIYEMBE[6], dans son livre « Etat multinational et démocratie africaine : sociologie de la renaissance politique», pense qu'entant que stratège du progrès humain, l'Etat porte le nom de « Ditunga », du verbe « Kutungunuja » qui signifie « faire progresser, faire avancer ».Ceci pour attester qu'il s'agit d'un pouvoir institué dont la mission principale est de conduire les actions des hommes et des femmes (Bantu), des peuples ou des nations (Bisambu), vers le progrès moral (Moyo) vers le progrès matériel (Bubanji) vers la fraternité ou la solidarité (Buena muntu). Selon l'auteur, il s'agit de la conception de l'Etat comme « une force dans un champ complexe de forces, un auteur principal, régulateur, réconciliateur et organisateur de la société sur des bases pluralistes.

KABUYA-LUMUNA Sando[7], dans son livre, la conquête des libertés en Afrique : Essai de sociologie politique, en parlant de la liberté politique en Afrique, considère la conscience politique comme un phénomène. La conscience politique d'un individu ou d'un groupe se structure en plusieurs paliers où tendent à s'intégrer les intérêts familiaux, tribaux, régionaux, professionnels, nationaux, raciaux. Il considère la conscience politique comme une idéologie riche et mobilisatrice pour un groupe, est celle qui réussit à intégrer et à rendre compte de ces différents intérêts à chaque moment de l'histoire.

Sans sous-estimer ni mépriser les considérations développées par ces différents auteurs, nous considérons à notre niveau que la participation politique est la mesure d'influence que les gouvernés exercent sur leurs gouvernants, en ce sens qu'ils estiment ne pas être pris en considération dans les décisions émanant de leurs gouvernants. A cet effet, la participation politique revêt une force d'action obligatoire que les gouvernés emploient pour pousser leurs gouvernants à changer leur comportement qui peut être néfaste au vécu quotidien de ces gouvernés et orienter leurs actions à la consolidation de l'unité nationale.

5 *MULUMBATI NGASHA A, Sociologie politique,* Lubumbashi, 2ème éd. Arica, 2005, p. 232.

6 *MWAYILA TSHIEMBE, Etat multinational et démocratie africaine : sociologie de la renaissance politique*, Paris, éd. Harmattan, 2001, p.96.

7 *KABUYA-LUMUNA Sando, op.cit*. p.54.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

Pour ce faire, la participation politique n'est pas liée seulement à l'intérêt que les membres portent à leur entité politique mais plutôt un moyen de s'identifier en tant que citoyen d'un Etat jouissant des droits civiques et politiques de son Etat. En tant que telle, la participation politique confère à la population d'un Etat, un moyen de contrainte qu'elle use pour régler ou remettre en ordre les comportements défaillants des dirigeants politiques qui doivent à leur tour ajuster au profit de la population la gestion quotidienne de la chose publique.

Ainsi donc, pour que la participation politique soit concrète, l'Etat en tant que pourvoyeur de la solidarité nationale, doit promouvoir le progrès matériel ou moral, il doit assurer l'interdépendance et la fraternité entre les membres de la communauté nationale, tout en leurs laissant une marge de liberté de participer à la reconstruction de la dite nation. Par conséquent, l'Etat doit être pris dans son rôle de guide éclairé des actions que ces populations exercent au sein de lui. Autrement dit, l'Etat est un pouvoir utile dès lors qu'au lieu de se subordonner aux citoyens et nations dites ethnies, il n'intervient que pour les aider à finaliser les tâches que ne peuvent accomplir pleinement eux-mêmes[8].

Dans le même ordre d'idées, nous pensons qu'en tant qu'actrice de la scène politique, la population doit approuver la volonté de vivre ensemble. Le vouloir vivre ensemble caractérise les membres de la communauté politique, qui au lieu de défendre les intérêts privés, eux se sacrifient pour les intérêts de tous.

Il importe de noter aussi que, pour des raisons diverses, certains membres participent à la vie politique de la nation. Pour cette raison, ils utilisent tous les moyens possibles pour sauvegarder et garantir à long terme leurs intérêts privés. Pour chercher à tout prix à les réaliser, ils sont près à tous; même à semer les conflits entre les membres de sa communauté, dans cet état de chose, la participation politique devient un couteau à deux tranchants qui peut tailler la vie nationale en sa mesure.

B. DEMOCRATIE ET PARTICIPATION DES FEMMES A LA VIE PUBLIQUE

Depuis lors, la RDC jusqu'à son état actuel continue à subir les troubles d'ordre politique qui ne cessent de fragiliser les institutions politiques du pays, les mécontentements de différents groupes qui se traduisent par des rébellions, départagent l'opinion nationale de se soucier aux intérêts publics, pourtant la population congolaise prouve cette volonté d'appartenir à un Etat, mais à cause des intérêts individuels des leaders politiques, cette volonté n'arrive pas à se consolider.

Ce beau pays mérite un projet de société digne tant dans sa dimension géographique que de sa richesse multiculturelle.

D'ailleurs, le Congo jadis, avant l'arrivée des colons était composé par plusieurs royaumes et empires qui s'entraidaient mutuellement à tous les niveaux : commerce, chasse, mariage,… ils arrivaient de fois à se constituer en milice lorsqu'ils voyaient les

8 *MWAYILA TSHIEMBE, op.cit*, p. 71.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

puissances étrangères venir compromettre le pouvoir de l'un de leurs. Ainsi l'affirme, Gilbert MBANGU A MUKKAND[9] que les royaumes qui existaient au Congo, n'avait pas de caractère strictement tribal ou clanique et étaient formés de plusieurs groupes ethniques unis par des liens parentaux, culturels, historiques et commerciaux. En raison de cette profonde et réciproque pénétration, ils étaient d'authentiques nations groupant des gens ayant une volonté de vivre ensemble.

Notre système social qu'est Lubumbashi, est composé des éléments qui se structurent de la manière suivante :

D'une part, il y a les dirigeants politiques qui gèrent quotidiennement les affaires publiques. Ils conçoivent des projets de société et les font exécuter par les moyens humains et financiers mis en leur possession, ils prennent des décisions concernant la bonne marche de la ville de Lubumbashi, ce sont eux qui détiennent la commande des pouvoirs publics.

D'autre part, il y a les dirigés, qui ont conféré leur pouvoir aux autres en fonction de la règle de la représentation, ils acceptent pour leur part de gérer indirectement par les critiques, le contrôle, le suivi,... pour infléchir la machine politique à fonctionner dans le sens qu'ils souhaitent, faute de quoi les dirigeants qui animent la vie politique se verront écarter lors de prochaines séances électives.

Le moyen pertinent qui permet aux individus d'avoir une main mise sur les affaires communautaires, n'est d'autre que de prendre part politiquement à leur gestion. La politique est une institution humaine chargée de réaliser le paradis terrestre c'est-à-dire une cité juste et épanouissante[10]. A cette vue, l'activité politique est la plus meilleure de toutes autres, elle contribue à l'épanouissement de toute la communauté. Elle est un effort de création de la paix, de la justice, de l'ordre et des possibilités d'épanouissement de tous dans la cité. Elle est, de ce fait, une activité morale, noble[11].

L'activité politique est organisatrice d'un ordre social et régulatrice de la vie sociale d'où il est conditionné à tout individu de faire preuve de sa volonté de prendre part à des activités d'ordre politique.

La noblesse de l'activité politique influe son environnement au sein duquel elle s'exerce. Tout citoyen ému par l'esprit d'un changement de la façon dont sont gérées les affaires, doit accroître sa volonté de rendre son environnement vivable.

En ayant cet esprit participatif, l'individu doit être démocratique c'est-à-dire qu'il doit nécessairement connaitre les vertus démocratiques, les vices démocratiques qu'il doit éviter et également connaitre les principes démocratiques qu'il doit mettre en œuvre et prôner pour que cette participation soit effective et efficiente.

9 *Gilbert MBANGU A MUKKAND, La Katanga et son destin; des origines à 1965*, Lubumbashi, éd. GMB Investra, 1996, p. 14.

10 *NGOMA-BINDA E., participation civique : Eléments de formation civique et politique*, Kinshasa, éd. IFEP, 1999, p.33.

11 *Ibidem*.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - BY-NC

La démocratie constitue le moule au sein duquel s'assortit la participation politique comme élément inhérent de la politique qui se veut démocratique.

Il faut souligner que, la politique démocratique est celle désirée dans le sens commun, qui s'exerce dans le but de produire des fruits dans la vie quotidienne des individus. De cette manière, les individus développent ensemble un esprit d'unité qui débouche à la cohésion sociale, caractéristique d'une société solide.

La politique en tant que pratique, se situe à deux niveaux fondamentaux. Ce qui revient à placer l'exercice de l'activité politique par les tenants du pouvoir. Ce sont eux qui ont la commande du pouvoir, ils gèrent activement les affaires publiques. Il convient de les appeler dirigeants parce qu'ils guident la nation dans son ensemble et dans le sens souhaité.

Ils sont des pionniers du développement de la nation. Ils ont la capacité de mieux faire, en dirigeant en bonne et due forme le bonheur de la nation et semer des grains d'amour entre les membres qu'ils dirigent de façon à les intégrer pour former un tout indivisible qui est la nation congolaise.

Dans leur manière de gérer, ils sont tenus par un œil vigilant qui les oblige à ne pas déborder. C'est ainsi que l'activité politique est exercée aussi par les masses populaires de toute tendance confondue qui remplissent un rôle très capital dans la vie politique d'une nation.

Ces populations sont source du pouvoir des dirigeants, elles contrôlent les actions que ceux-ci posent et par la suite, elles constituent un contre-pouvoir afin qu'elles ne soient pas la proie facile devant les ambitions mercantilistes des dirigeants politiques, en cela, la participation politique des masses populaires ajustent et réajustent davantage la bonne conduite et les comportements des hommes au pouvoir pour leur montrer l'attitude et la manière à tenir afin qu'ils conduisent avec objectivité les affaires de toute la nation.

Pour favoriser la participation politique de cette dernière catégorie, il y a des structures qui sont mises en place pour déclencher une efficace participation de ces population pour faire entendre leur voir et valoriser leurs actes pour que ça produise des conséquences honorifiques dans la vie communautaire.

C. LES CAUSES DE LA PARTICIPATION POLITIQUES

L'activité politique offre des avantages assez considérables aux individus qui l'exercent. Pour des raisons personnelles ou collectives, les individus participent à la vie politique pour capter ou obtenir les avantages qu'offre l'activité politique. Ces avantages offerts par la politique paraissent alors plus proches et plus précis tandis que ceux que les autres activités humaines offrent sont considérés lointains et vagues[12].

En cherchant à atteindre leurs objectifs, tous les moyens sont bons pour vu que les avantages recherchés soient réalisés. Ces avantages sont tellement nombreux à tel point que les amateurs au pouvoir affichent des divergences dans le souci d'atteindre chacun en ce qui

12 *MULUMBATI NGASHA A. op.cit*. pp. 234–235.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

le concerne, ceux dont il trouve important. C'est ainsi qu'en RDC, grâce aux groupements ethniques dont sont issus les individus, se sentent obliger de participer à des activités politiques pour défendre la cause de l'ethnie, ce qui confère le caractère ethnique des intérêts qu'ils réalisent. Pourtant cet intérêt est dangereux, si chacun pouvait se mettre à défendre l'intérêt de l'ethnie, dans un pays qui est au-delà de 200 groupes ethniques. Cette situation peut engendrer des discordances entre les groupes d'individus, et qui mettra en paralysie l'intérêt de toute la nation qui d'ailleurs pouvait être la primauté de tous les intérêts.

D. CESSATION A LA PARTICIPATION POLITIQUE

Par certaines mesures, les individus membres de la communauté politique échappent à la vie politique; c'est-à-dire évitent de paraitre devant une scène qui concerne la machination de la politique. La politique est généralement considérée comme une arène dans laquelle des parties adverses voire ennemies, et ambitieuses à outrance, se livrent un combat perpétuel et sans merci dans le but de conquérir le pouvoir, à le conserver et à assurer sa domination sur ceux qui l'auront perdu[13]. Pour chercher à garantir une bonne moralité, une vie saine, les individus évitent de prendre part à toutes les activités ayant traits directs avec la politique.

De fois, la politique imprègne beaucoup de réalités et arrive à produire d'événements malheureux que certains individus ne supportent pas. La vie politique implique parfois certaines ruses et exige l'emploi de certains actes immoraux que ceux qui souhaitent garantir leur état dans la pureté n'arrivent pas à supporter, pour de juste raison de la protection de la raison d'Etat. Dans cette mesure, la politique est perçue comme une pratique et un lieu de fourberie, de ruse, de violence et de cynisme impitoyable[14]. Cette situation pousse les individus qui se veulent dignes et intègres de s'écarter, de s'éloigner loin de la vie politique.

La participation politique peut connaitre aussi une crise par la façon dont les dirigeants gèrent les affaires publiques. Il arrive de fois, lorsque ces dirigeants assument la gestion, ne laissent aucune marge de liberté aux individus de contrôler l'évolution de cette gestion, bien évidemment lorsqu'ils n'arrivent pas à le faire pour satisfaire tout le monde.

Pour échapper à ce contrôle que la population peut exercer sur leurs gouvernants, ces derniers développent des mécanismes autoritaires susceptibles de réprimander toutes les actions de contestation que peut soulever cette population notamment par les arrestations, les incarcérations, les assassinats, …

Peur de subir ces traitements, les individus s'éloignent complètement de la scène politique et la réservent à ceux-là qui se considèrent forts; c'est le darwinisme social qui signifie que chaque individu lutte pour sa survie, les meilleurs accèdent aux postes clés, les moins performants sont éliminés.

13 *NGOMA-BINDA, op.cit*. p.32.

14 *NGOMA-BINDA, op.cit*. p.32.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

La crise de participation politique est perceptible par la dégradation de l'image et du personnel politique[15]. C'est justement dans la mesure où l'homme qui possède la conduite des affaires, ne l'assume pas comme il se doit, ce qui finit parcréer un sentiment de répugnance vis-à-vis de l'activité politique. A cet effet, les individus se méfient complètement de la politique et s'abstiennent parfois aux actions politiques de base, comme le note MULUMABATI NGASHA A, que la crise de participation politique est perceptible par le taux d'abstention aux élections de plus en plus élevé, qu'il s'agisse des élections municipales, législatives ou présidentielles[16]. Très souvent, ceci arrive lorsque le personnel politique ne réalise ce qu'il a promis pendant la campagne ou change carrément d'attitudes lorsqu'il est aux affaires. Ce comportement est défavorable à la population qui ne voit qu'en politique comme un espace où se concrétise le désir personnel des hommes forts.

I. LES ENJEUX DE LA COHESION NATIONALE

Il est impossible de s'en passer de ce débat houleux qui fait l'unanime de différente rencontre des groupements socio-politiques à tous les niveaux. Dans un pays comme le nôtre, en ville comme en campagne. Les conflits socio-politiques et guerres qui agitent l'organisation de la société congolaise méritent remis en cause. Cependant, la gestion de la cohésion nationale est indispensable.

II. L'ETHNICITE ET LA FRAGMENTATION DE LA SOCIETE

La question de l'ethnie n'est pas la moindre, elle couvre des champs d'analyses trop élargies pour cerner les illusions dynamiques qu'elle renferme.

Dans cette perspective, l'ethnie remplit des confusions, des démarches illusoires quant à la formation d'une société qui, à notre niveau on ne sait pas l'entreprendre avec plus de décision; mais on peut relever que la conscience ethnique et le sentiment régionaliste peuvent servir de support à des idéologies t à des intérêts successifs profondément différents[17].

Certes, il suffit de placer ses sentiments à l'ethnie, la vision de la société devient tout à fait différente. Pourtant, la société est globalisante. La ville de Lubumbashi est multiethnique, elle sert de cadre de vie à des milliers d'ethnies. Le texte le plus significatif de cette approche est la célèbre carte ethnique du Congo, quart sud-est, publiée seulement en 1961 mais fondée sur des informations datant de l'entre-deux-guerres et sur les enquêtes directes

15 *MULUMBATI NGASHA A, op.cit.* p243.

16 Ibidem.

17 *ELIKIA M'BOKOLO, Au Cœur de l'ethnie, ethnie, tribalisme et Etat en Afrique*, Paris, éd. La découverte, 1999.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

de l'immédiat après-guerre. O.Boone ne distingue pas moins de cinquante-cinq groupes, présentés comme des réalités durables sinon permanentes[18].

La question de l'ethnie taille l'organisation de la société en sa mesure, elle stimule les diverges identitaires dans notre société.

Il est à l'observer que la notion de l'ethnie transposée en Afrique a fait l'objet d'un débat controversé au sein de la communauté scientifique. Pour certains auteurs africanistes dont Christian Coulon, l'ethnie est une création pure à laquelle il entretient se sentiment culturel ou qu'il puise ses valeurs et ses identités. Cependant, la question de l'ethnie ne doit pas être épineuse ni moyen pour disloquer le fondement d'une société qui a longtemps existait ainsi pour se servir de lutte pour les intérêts non profitables à tous.

Ici à Lubumbashi, les particularismes ethniques ou tribaux ont fait place aux antagonismes sur lesquels les hommes politiques de toute obédience s'appuient, qui à user de la violence, pour la conquête et la conservation du pouvoir. Certainement, les ethnies doivent exister et existent d'ailleurs pour la promotion de notre valeur culturelle à travers les mœurs et habitudes et non pour la conviction divisionniste pour faire assoir bien son pouvoir.

III. LA RECHERCHE DES INTERETS COMMUNS

La participation politique pour le renforcement de la cohésion a comme arrière-plan la recherche des intérêts communs afin que cette cohésion nation soit rendue réelle. Dans un pays si merveilleux, et plus précisément, une province si précieuse, mérite les efforts de tout un chacun pour susciter les hommes et les femmes à prendre leur cause en main pour engager un combat unique, celui de moderniser un espace vital où chacun satisfait ses désirs.

Dans le but de promouvoir une société excellente, les autorités politico-administratives congolaise en général et lushoises en particulier doivent aménager les efforts pour constituer une culture de paix entre les populations, et cela à partir de leur manière de gérer les déniés publics, en instaurant une culture de la démocratie participative pour que toutes les ethnies participent de manière égalitaire aux affaires. La culture de paix est celle qui fait que chacun vaque à ses occupations sans aucune discrimination ethnique, tribale ou régionale. Une société pacifique se gère dans les voies concurrentielles c'est-à-dire les places libres laissées à chacun pour qu'il apporte sa pierre pour le réfondemment de la communauté.

La part des responsabilités des populations congolaises et spécialement lushoise n'est pas la moindre. En dépit de la culture de paix de paix développée par les dirigeants pour infeoder l'amour entre les populations, il revient l'esprit d'interdépendance, au meilleur des intérêts qui le lient.

18 *BONNE OLGA, carte ethnique du Congo. Quart sud-est*, Tervuren, musée royal d'Afrique central XVI, 1961, p.271, cité par E. M'bokolo, op.cit. p.188.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

Ce sentiment relationnel doit être quotidien, il se manifeste à tous les niveaux de la vie. Il favorise à l'homme de donner le meilleur de lui-même.

Il est difficile d'envisager la réalisation d'une cause commune s'il existe des tensions entre les hommes qui sont appelés à la réaliser. C'est dans la mesure où l'accent est placé sur l'intérêt sur l'intérêt de l'ethnie ou de la région d'origine. Par ex. le Katanga aux katangais, une idée qui incite la haine entre les autochtones et les non autochtones qui, les premiers placent leurs intérêts au niveau de la région que de placer aux niveaux national et pour les deuxièmes parce que le Katanga ne leur appartient pas, il devient un puits où il faut puiser pour aller investir dans la région d'origine. Comme on peut le remarquer la région revêt une importance plus que la nation congolaise toute entière.

Les politiques s'inscrivent dans la même logique, même à l'intérieur de la région. Les intérêts divergent. Chacun veut faire valoir son coin, son ethnie. La théorie du pouvoir politique présente l'ethnicité comme une expression consciente d'intérêt, mais aussi comme une fiction, construite par les leaders pour manipuler des masses crédules comme un processus inconscient d'agrégation d'intérêts individuels[19].

Il revient dont à la classe dirigeante et celle dirigée de revaloriser au préalable les biens qui engagent les intérêts de toute la communauté et cela c'est par l'excellent moyen de participer à tous à la gestion qui concerne à satisfaire les besoins de l'ensemble de la communauté. Cette participation doit être tribalo-ethniques sont exclus en faveur d'une société pacifique pour reprendre l'expression de NGOMA-BINDA qui l'envisage comme " un paradis terrestre".

E. PERSPECTIVES D'AVENIRS.

I. LES ELEMENTS LIES A LA COHESION NATIONALE

Dans la vie de la nation, certains faits et effets font que les individus se sentent libre et obliger de vivre en communion. Cet état d'esprit qui communique le sentiment naturel de vouloir vivre ensemble dans une communauté se concrétise et se matérialise à travers les éléments qui existent au-dedans de la communauté et, qui permettent aux individus de s'intégrer les uns des autres.

A notre avis, la cohésion nationale est viable par cinq éléments que NGOMA-BINDA adapte à la notion du nationalisme; qui est tout à fait logique parce que la cohésion ne peut qu'exister et s'identifier à une nation.

- Le premier élément généralement nommé c'est la race. La nation est alors pensée comme un groupement d'êtres humains dont la cohésion se trouve renforcée par l'homogénéité raciale. Cependant l'avènement d'une nation n'est pas strictement lié à cette notion imprécise. Le critère race n'est pas pertinent, car on rencontre des Nations multiraciales (les Etats-Unis par ex.). il en est de même des groupes ethniques qui constituent

19 *KASSANGA HERI Coco, op.cit.*

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

diverses « nationalités » (entités ethniques homogènes) mais peuvent se « sublimer » en Nation-Etat. Dès lors qu'il existerait un sentiment d'appartenance à une entité commune, sur fonds de mythes ou d'événements historiques partagés, supérieur à l'ethnie.
La tendance actuelle n'est plus de substituer la nation à la race mais plutôt à l'esprit d'appartenance qui confère aux membres de la nation la volonté de vivre avec tout le monde quelle que soit la race ou l'ethnie.

- Le deuxième élément c'est la langue. L'unité linguistique constitue un élément important dans la formation d'une nation. Elle fait du corps social une unité solidaire.
  Le fait que les individus se communiquent facilement, ils s'approchent, parce que la langue véhicule le message et facilite aux individus d'exprimer leurs problèmes.
- Le troisième élément de la nation c'est le territoire. Le territoire contribue davantage à l'unité et à l'identité des personnes qui ont une langue et un héritage communs.
  Le fait pour une population de s'établir ou de vivre sur le territoire donné développe des liens solides non seulement entre le territoire et la population, mais entre différents éléments de la population.[20]
- Le quatrième élément de formation d'une nation c'est l'héritage culturel commun : un ensemble de coutumes et de valeurs communes, matérielles et spirituelles auxquelles on croit et suivant lesquelles on règle son existence. La culture c'est l'expression d'un peuple, elle donne la valeur à une nation.
  Ayant une culture commune et traversant des événements heureux ou malheureux, les individus se sentent dans l'obligation de promouvoir leurs identités et façonnent leur histoire commune. La culture apparait comme quelque chose auquel participent tous les membres du groupe[21].
- Le cinquième élément, et le plus déterminant, est d'ordre moral c'est la conscience nationale ou la volonté éclairée et inébranlable de vivre au sein d'une entité territoriale précise.

Nonobstant l'influence que peut exercer ces éléments sur l'existence de la cohésion est intimement liée à l'esprit, c'est-à-dire que la cohésion nationale n'est pas quelque chose touchable mais plutôt quelque chose qui se reflète sur la vie nationale. C'est une obligation personnelle qui se matérialise par ce qu'il convient d'appeler « le vouloir vivre ensemble » dans un territoire qui englobe les volontés individuelles en une volonté commune.

II. LA RECHERCHE DE LA COHESION NATIONALE

L'histoire nous donne les exemples des peuples et civilisations disparus ainsi que les peuples et civilisations confondus voire perdus dans d'autres dans la réalisation de ses rêves grandioses qui impliquent la première condition et la condition sine qua non et de disposer

20 *MULUMBATI NGASHA A, op.cit*. p.365.
21 *MULUMBATI NGASHA A, op.cit*. p.362.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

d'un type de peuple capable de perpétuer l'idéal de la communauté par des pratiques quotidiennes grâce à l'expression concrète des individualités.

Cette expression du désir et de la vitalité de la communauté peut être telle qu'elle apparait dans la forme d'une émanation psychique de la communauté.

Dans le cadre de la RDC, avoir et former un type des citoyens porteurs d'une idéologie pour assurer la cohésion nationale et exprime l'idéal commun c'est-à-dire un état d'appartenance est une chose nécessaire.

Voulant transformer les mentalités séparatistes au sein de la population zaïroise et lutter contre le déchirement de la communauté, le président MOBUTU insista sur le fait qu' « il faut que les populations soient en mesure de vivre ensemble et oublier leurs origines ethniques. Le tribalisme est un mal que nous punirons sévèrement »[22]. C'est un mérite exceptionnel reconnu à cet homme d'Etat, il a fait jaillir les germes d'amour au fond de chaque congolais, cela a conduit à la reconstruction nationale, pourtant au départ elle demeurait fractionner, les individus fondaient leur unité sur l'origine. A Bruxelles, le 12 mars 1980, MOBUTU affirma oui, lorsqu'il fut posé la question de savoir si les mesures prises pour l'unité du pays ont-elles été suivies, « en 1960, dit-il, il était impensable, au zaïre de demander à un ressortissant du Kasaï ou du bas-zaïre, d'aller administrer la région de Bandundu ou du Kivu, par exemple, ce n'était pas sa région d'origine et l'explication s'arrêtait là ».Mais, maintenant, a-t-il affirmé, les choses ont changé[23].

On peut donc le dire, quoi qu'il en soit, les possibilités tant recherchées pour une cohésion nationale, le choix déterminant est d'ordre politique. Les dirigeants politiques ont le bâton de commandement dans leur main pour conduire le pays dans un esprit d'intégrisme.

La cohésion nationale autant souhaitée, n'a rien d'autre comme explication que la politique distributive qui intègre tous les congolais à la gestion, faire en sorte que toutes les couches soient représentées et cela de façon équitable pour éviter le mécontentement que cela pourrait engendrer.

III. LES CONSEQUENCES DE LA NON-PARTICIPATION POLITIQUE SUR LA VIE DE LA POPULATION LUSHOISE

Tout citoyen socialement, moralement et intellectuellement adulte ressent intimement cet appel politique, même confusément. Il est comme naturellement appelé à entrer en politique, à agir en politique, à participer à l'activité politique de la nation. C'est parce qu'il se reconnait, d'une manière ou d'une autre et dans le cadre de ses possibilités, responsable de l'histoire et de la destinée de cette communauté dont il fait corps. Chacun est ainsi appelé, pour le bien de chacun et de tous, à être un acteur politique.[24]

22 *Romains Yakemtchouk, Aux origines du séparatisme katangais*, Bruxelles, académie r1oyale des sciences d'outre-mer, 1988, p.188.

23 *Romains Yakemtchouk, op cit,* p. 188.

24 *NGOMA-BINDA, op.cit*. p.34.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

Tous les citoyens sont membres d'une entité politique au sein duquel ils vivent et évoluent. La politique détermine la conduite de la communauté. Dans celle-ci, on peut opter pour la politique d'intégration, qui fait que les membres se sentent appartenir à la communauté. Cette volonté d'appartenance consacre un développement mental du vouloir épanouir aux dépens des autres.

On peut révéler alors la gestion que le prof. NGOMA-BINDA se pose, pour quoi chercherait-on à éviter la politique?

Certes, la non-participation politique est due au fait que les individus n'accordent plus d'intérêt à la politique en tant pratique. Ils estiment comme on l'a élucidé plus haut que l'espace politique est réservé aux hommes forts qui de ce fait, au lieu de rendre service aux individus qui les vouloir de participer à la vie politique.

Il est bien entendu que le fait de ne pas participer à la vie politique de sa communauté renferme des conséquences insupportables sur le vécu des individus au sein de la communauté.

Ainsi donc, la non-participation des populations lushoises serait source du freinage au développement socio-économique de la ville, en ce sens que les habitants, ils ont bien sûr l'autorité de les manipuler dans le sens qu'ils veulent. La conséquence serait alors une dégradation des relations sociales entre les possibles moyens à orienter les rapports entre les groupements ethniques qui vivent à Lubumbashi. Cette orientation peut faire jaillir l'harmonisation et fait à ce que les individus s'entendent et cohabitent ensemble. Mais dans le cas contraire, cette orientation rhétorique peut déboucher aux conflits entre les groupes sociaux.

La non-participation politique conduit aux dégradations du niveau économique, les politiques peuvent prendre des mesures qui freinent ou qui ralentissent les activités économiques et par voie de conséquence, c'est-à-dire de paisibles citoyens qui empâtissent.

Il est d'obligation à tout lushois d'orienter au préalable son regard sur la façon dont marche l'activité politique parce que ce qui constitue tout le monde c'est-à-dire que la politique est l'affaire de la communauté, c'est pour quoi on doit être habité par l'esprit de changement de la gestion des affaires qui nous concerne tous.

Nous sommes maitres de notre propre avenir et nous tenons à nous seuls la conduite de notre destinée. Nous devons assurer l'ordre et le bonheur de notre cité par notre façon de voir et percevoir notre existence.

La participation politique se fonde sur un impératif éthique : on s'engage parce qu'on est sûr qu'il est possible, et nécessaire, de faire triompher la justice, l'ordre et la joie de vivre pour tous au sein de la cité. A cet effet, l'engagement politique doit être un devoir à tous les habitants de Lubumbashi pour faire régner et établir la justice et l'égalité qui peuvent être empiéter par les tenants du pouvoir.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

CONCLUSION

Somme toute, la bonne participation politique envisage un autre degré de dimension évolutive d'une société politique qu'on souhaite voir et y vivre. La participation politique dans son être, génère véritablement une société démocratique à tel point qu'il est difficile de s'en passer lorsqu'on fait allusion à la notion de démocratie.

Ainsi donc, tout individu libéré spirituellement et consciencieusement a la morale obligée de participer au processus de l'émergence de son entité, ensuite envier une autre dimension de la gestion des biens communs.

Partant de toutes les analyses survolées tout au long de ce travail, il reste à remarquer que l'esprit politique n'habite pas encore les pensées des congolais, loin de là la volonté de vivre ensemble n'est qu'une réalité fastidieuse. La vie politique reste monopolisée par une certaine catégorie d'individus qui s'arrogent la pouvoir pour semer des discordances entre les populations qui demeurent dans la situation inhumaine.

Il est difficile d'envier une population politiquement mature dans l'état actuel de notre pays. Vu la qualité de la population, évidemment son niveau d'instruction où la population en majorité est analphabète et même les peu d'instruits n'ont qu'une formation relative qui n'est pas propulsive au développement de la mentalité politique.

Au Congo, il n'existe pas de véritables partis politiques fondés sur les projets de société.

Les expériences électorales de 2006 et 2011 que nous avions connues ne peuvent pas passer inaperçues.

Quel que soit leur regroupement, ces partis politiques ne favorisent pas la formation de leurs membres pour cultiver la culture politique de participation ou sécularisée propre à la véritable démocratie moderne mais par ailleurs, ils favorisent la culture politique paroissiale. Cependant, l'idéologie prônée conduit aux membres de se considérer comme des rivaux, prêts à s'entredéchirer à cause de la fausse idéologie qui ne vise pas un idéal social.

Il y a également le problème de l'inégalité du partage des gestions dans les institutions politico-administratives. Pareil constat, nous remarquons que les causes de suspicions entre les protagonistes tirent leur source en cette cause. Les uns se voient écarter et que les autres sont favorisés, ils cherchent d'autres voies et moyens pour faire prouver leur existence.

Pour ce moment, il faut le souligner, la question de la cohésion nationale est un enjeu très important dont il faut tenir compte pour assurer le processus de participation politique de tous dans l'élan nouveau pour aboutir à la véritable modernité.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

1. *Elie PHAMBU NGOMA-BINDA, la participation politique : éthique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie et de la bonne gouvernance,* Kinshasa, éd. IFEP, 2005
2. *KABUYA-LUMUNA SANDO, La conquête des libertés en Afrique : Essai de sociologie politique*, Kinshasa, éd. SECCO, 1995.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

3. *MULUMBATI NGASHA A, Sociologie politique,* Lubumbashi, 2ème éd. Africa, 2005.
4. *MWAYILA TSHIYEMBE, Etat multinational et démocratie africaine : sociologie de la renaissance politique,* Paris, éd. Harmattan, 2001.
5. *Gilbert MBANGU A MUKKAND, La Katanga et son destin; des origines à 1965*, Lubumbashi, éd. GMB Investra, 1996.
6. *NGOMA-BINDA E., participation civique : Eléments de formation civique et politique*, Kinshasa, éd. IFEP, 1999.
7. *ELIKIA M'BOKOLO, Au Cœur de l'ethnie, ethnie, tribalisme et Etat en Afrique,* Paris, éd. La découverte, 1999.
8. *BONNE OLGA, Carte ethnique du Congo.* Quart sud-est, Tervuren, Musée royal d'Afrique central XVI, 1961.
9. *Romains YAKEMTCHOUK, Aux origines du séparatisme katangais*, Bruxelles, académie royale des sciences d'outre-mer, 1988.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC